Découverte de la Coopération internationale

hors-série n°1

Les murs

MANDAT INTERNATIONAL

Table des matières

LE CONCEPT DE « MUR » 3

Le mur de Berlin 5

Les murs aujourd'hui 6

Suppression des frontières et construction européenne 7

Contournement et séparation 7

Les murs dans le monde virtuel 8

Fracture numérique 9

Faire tomber tous les murs 9

CONSTRUIRE DES PONTS 10

Le rôle de la coopération internationale 11

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement 13

La place de la Genève internationale 14

REFERENCES SUR INTERNET 15

Introduction

A l'occasion des 20 ans de la chute du mur de Berlin, deux activités sont proposées dans les écoles publiques et privées :

1. Projet pédagogique organisé autour de l'exposition photographique intitulée « Murs », au Pont de la Machine du 10 novembre 2009 au 30 janvier 2010.
   - ➔ www.earthfocusfoundation.org
   - ➔ www.imaginaid.org

2. Concours sur la coopération internationale, ayant pour thème « Faire tomber les murs », ouvert à tous les élèves du secondaire. Remise des oeuvres avant le 15 juin 2010.
   - ➔ www.genevedecouverte.ch/fr/concours.html

Le présent dossier a pour but de vous donner des informations sur les différents types de murs existants et vous permettre de participer à ces deux activités dans les meilleures conditions. Les références sur Internet vous permettent d'approfondir les sujets abordés.

CES ACTIVITÉS SONT DÉVELOPPÉES ET SOUTENUES PAR :

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

IMAGINAID

EARTH FOCUS

Ecole Internationale de Genève
International School of Geneva

MANDAT INTERNATIONAL

Le concept de « mur »

"La tentation du mur n'est pas nouvelle. Chaque fois qu'une culture ou qu'une civilisation n'a pas réussi à penser l'autre, à se penser avec l'autre, à penser l'autre en soi, ces raides préservations de pierres, de fer, de barbelés, ou d'idéologies closes, se sont élevées, effondrées, et nous reviennent encore dans de nouvelles stridences. [...]"

Quand les murs tombent, Edouard Glissant, Patrick Chamoiseau, éditions Galaade, Paris, 2007.
Extrait tiré de http://www.humanite.fr/2007-09-04_Tribune-libre_Les-murs

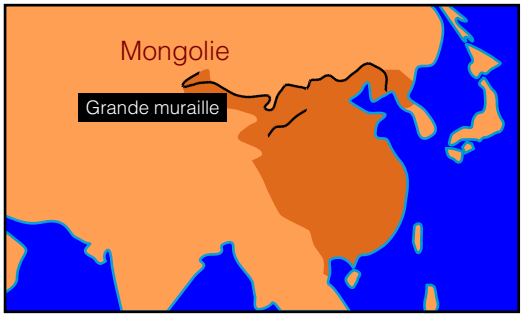
Vingt ans après la chute du mur de Berlin, de nombreux murs subsistent dans le monde et séparent encore les peuples, tandis que d'autres se construisent. Ces murs «en activité» sont le signe visible de la permanence de tensions politiques et de conflits complexes gelés par l'histoire. Ils sont également à l'origine de nombreux drames humains et au cœur d'enjeux économiques et sociaux.

Le mur se construit comme une réponse à un « ennemi » perçu, qu'il soit un « ennemi » extérieur ou un « ennemi » intérieur.

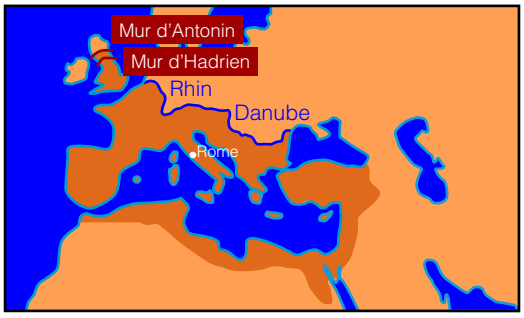
Mur frontière, barrière de sécurité, fortification, rempart : depuis longtemps les Etats ont eu recours à ces édifices pour protéger leur territoire de l'extérieur. Ils avaient d'abord une fonction essentiellement défensive. La Grande muraille de Chine pour stopper la progression des Huns. Le mur d'Hadrien en Angleterre et le Limes le long du Rhin et du Danube devaient protéger la civilisation romaine contre les barbares. Les seigneurs féodaux préservaient leurs châteaux par des murs, les villes s'en entouraient pour garantir la sécurité de leurs citoyens. Genève, par exemple, édifie ses remparts au XVIème siècle. Beaucoup plus récemment la ligne Maginot, le mur de Berlin ou encore le Rideau de fer ont été des frontières - lignes de défense qui ont marqué l'histoire européenne du XXème siècle.

Les murs ont différentes fonctions :

- Murs de défense pour les Limes sous l'Empire romain ou la Grande muraille de Chine.
- Murs politiques à Berlin et en Corée.
- Murs économiques entre le Mexique/Etats-Unis ou à Melilla et Ceuta. Ceux-ci marquent une rupture entre le Nord et le Sud de la planète à laquelle se heurtent certains migrants internationaux.



Le mur défensif le plus ancien est dressé en Chine, entre le Vème et le IIIème siècle avant JC. La Grande muraille de Chine s'étend sur des milliers de kilomètres et vise à protéger l'Empire chinois de la menace mongole.



Pour l'Empire romain, le Limes marquait une limite entre le monde civilisé et les barbares. Il suivait les fleuves ou prenait la forme d'un mur, comme les murs d'Hadrien et d'Antonin au nord de l'Angleterre. Ces murs devaient contenir les barbares écossais, les Pictes ou les Scots, qui menaçaient l'Empire.

REMPARTS A GENEVE

Au début des années 1530, la République genevoise prend la décision de raser ses faubourgs, obligeant ses habitants à venir s'entasser en ville. C'est le début des fortifications médiévales qui seront constamment modifiées et complétées jusqu'au XVIIIème siècle. Elles donnaient aux habitants un sentiment de sécurité physique et morale. De plus, citadelle de la Réforme, Genève se devait d'apparaître lourdement ceinte de murs, même si elle ne fit jamais, à l'exception de l'Escalade de 1602, l'objet d'aucun siège. Au XIXème siècle, à l'étroit dans ses murs, Genève ne peut s'étendre. Le Grand Conseil vote la destruction des fortifications en 1849. Il y aura ainsi 18'730 habitants de plus entre 1850 et 1860.

Extraits de : Etienne Dumont, «Genève détruira ses fortifications», http://www.tdg.ch/geneve/actu/geneve-detruira-fortifications-2009-04-03

« Des murs entre des Hommes »

Mentionnons encore l'exposition « Des murs entre des Hommes » proposée par le Musée de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (MICR) du 24 septembre 2008 au 25 janvier 2009 qui illustrait à travers une série de photos auxquelles étaient associés des textes explicatifs, cette thématique des murs érigés pour des raisons géopolitiques. Etaient présentés :

- la zone démilitarisée entre la Corée du Sud et la Corée du Nord ;
- la ligne verte qui coupe l'île de Chypre ;
- les lignes de paix qui séparent des quartiers en Irlande du Nord ;
- le Berm, mur de sable qui traverse le Sahara occidental du nord au sud ;
- la barrière construite entre les Etats-Unis et le Mexique ;
- les barbelés des enclaves espagnoles de Melilla et Ceuta au Maroc ;
- la barrière électrifiée sur la ligne de contrôle entre le Pakistan et l'Inde ;
- le mur de protection / séparation entre Israéliens et Palestiniens.

Le texte présentant l'exposition mettait en avant le fait qu' « à court terme, le mur remplit les fonctions de protection et de sauvegarde. Mais seul il ne peut être suffisamment efficace. Il doit être lui-même gardé. En fait, il protège moins qu'il ne sépare : au-delà de l'aspect sécuritaire, c'est bien la séparation d'avec son voisin, d'avec son semblable qui est l'objectif ».

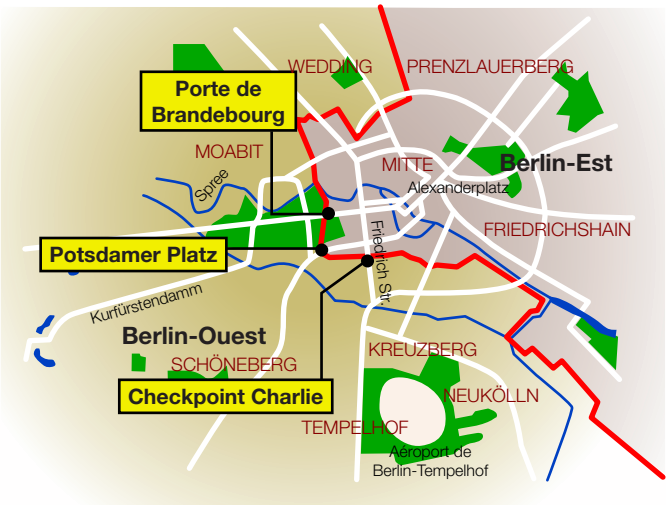
On peut télécharger le matériel de l'exposition sur le site du Musée :

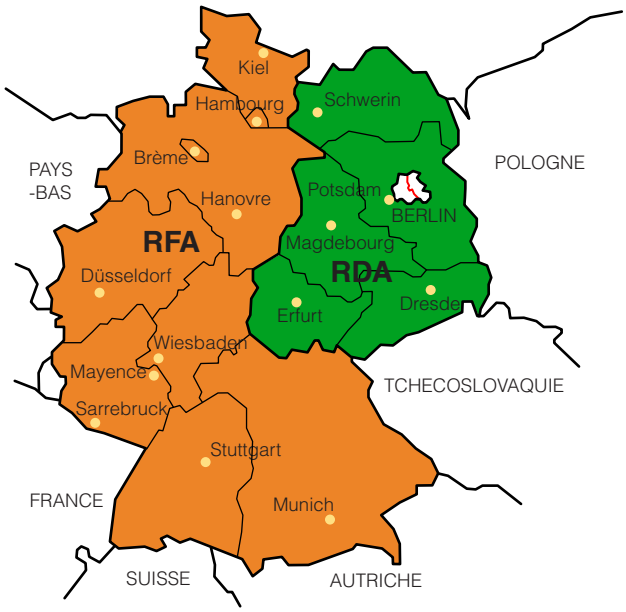
➔ http://www.micr.ch/F/exhib/explore_archives_murs_f.html

On entend par « frontières » les limites spatiales jusqu'auxquelles un Etat exerce son autorité et au-delà desquelles un autre Etat exerce son autorité.
L'« ouverture des frontières à la circulation des personnes » désigne alors le processus par lequel des Etats voisins cessent d'exercer leur pouvoir pour limiter la circulation des personnes entre leurs territoires.

Le mur de Berlin

Symbole de la Guerre froide et de la partition du monde en deux blocs idéologiques opposés, le mur de Berlin a séparé un même peuple pendant presque 30 ans.
C'est dans la nuit du 13 août 1961 que la construction du mur commence. Il permet de mettre un terme à l'hémorragie démographique que connaît la République Démocratique Allemande alors en crise économique et politique : entre 1949 et 1960, plus de 3 millions d'Allemands de l'Est quittent leur pays en passant par Berlin, ils « votent avec leurs pieds ».





De la division...

1945 Division de l'Allemagne en quatre zones d'occupation et de Berlin en quatre secteurs : français, américain, britannique et soviétique.

1948 Blocus de Berlin-Ouest par l'URSS.

1949 Création de la République Fédérale d'Allemagne, à l'ouest, et de la République Démocratique Allemande, à l'est.

1953 Révolte ouvrière à Berlin-Est.

1956 Insurrection en Hongrie, intervention soviétique.

1961 Construction du Mur par les autorités est-allemandes et soviétiques.

1968 Printemps de Prague, intervention du pacte de Varsovie.

1980 Naissance de Solidarnosc en Pologne.

1981 Etat de guerre en Pologne.

1985 Mikhaïl Gorbatchev à la tête de l'URSS.

1986 Début de la perestroïka.

... à la réunification

1989 FÉVRIER Autorisation du multipartisme en Hongrie.

AVRIL Accord de la table ronde entre Solidarnosc et le pouvoir polonais.

MAI Début du démantèlement du Rideau de fer en Hongrie.

JUIN Enterrement solennel des martyrs de la révolution de 1956 à Budapest ; élections en Pologne, victoire de Solidarnosc.

AOÛT En Pologne, Tadeusz Mazowiecki crée le premier gouvernement non communiste à l'Est.

SEPTEMBRE Ouverture de la frontière hungaro-autrichienne, départ de plusieurs milliers d'Allemands de l'Est.

OCTOBRE Proclamation de la république en Hongrie ; en RDA, le secrétaire général du SED, Erich Honecker, quitte le pouvoir.

NOVEMBRE Chute du mur de Berlin ; «révolution de velours» à Prague.

DÉCEMBRE Révolution roumaine ; Vaclav Havel est élu président en Tchécoslovaquie.

1990 Le 3 octobre Réunification allemande.

Après trois heures d'attente, une vieille dame passée au secteur Ouest fait signe à ses connaissances restées à l'Est, 1961
Source : http://hdl.loc.gov/loc.pnp/cph.3c08561

Le 1er décembre 1989 à la Porte de Brandebourg, Berlin
Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:BrandenburgerTorDezember1989.jpg

Les « murs » aujourd'hui

Le 9 novembre 1989, la chute du mur de Berlin et ensuite la fin de la Guerre froide avaient donné l'espoir de la fin des divisions d'un monde scindé en deux blocs. L'heure était à la mondialisation et au retour de l'ONU dans les affaires internationales. Les experts prédisaient la fin des murs et même la fin des frontières.

« Le monde est trop petit pour avoir des murs » pouvait-on lire sur le mur de Berlin.

Toutefois, ces prédictions ne se vérifièrent pas. On constate que les fortifications demeurent un symbole de sécurité dans les relations internationales. Plus particulièrement, après les attentats du 11 septembre 2001, les Etats ont accru les mesures de sécurité à leur frontière pour faire face aux risques terroristes. Il y a aussi eu la construction de barrières le long des principaux points de passage des migrants venant du Sud pour trouver un avenir meilleur au Nord.

Ce retour du « mur » est réapparu comme un instrument clé de la protection de la souveraineté étatique. Cette tendance est paradoxale. D'un côté, à l'heure de la mondialisation, le monde est caractérisé par une mobilité toujours plus grande et plus rapide des personnes, des biens et des idées à travers les moyens de transport et les moyens de communication toujours plus efficaces. Ils permettent à ceux qui en ont l'accès de faire partie du village global. Par exemple, les frontières à l'intérieur de l'espace Schengen s'effacent entre les pays membres mais se renforcent aux bords extérieurs. De l'autre côté, nous assistons à l'apparition de nouveaux murs pour mieux contrôler l'accès des personnes et des biens à certains territoires.

Les dispositifs mis en place (murs, barrières, critères d'entrée, quotas, etc.) visent non plus à bloquer totalement l'entrée mais à trier, choisir qui entre ou reste à l'extérieur. Cette maîtrise du mouvement permet de choisir quels sont les migrants autorisés à entrer (travailleurs qualifiés, mains d'œuvre dans un domaine particulier, ...) et d'identifier ces personnes avec certitude à leur arrivée à la frontière (contrôles biométriques notamment).

Ainsi, les frontières du XXIème siècle visent à être mieux contrôlées, mais permettent toujours aux personnes et aux biens de les traverser, ce sont des « smart borders ».

Frontière entre les Etats-Unis et le Mexique
http://www.flickr.com/photos/waynewhuang/3446324097/in/set-72157616762194973/

« smart borders »
Frontières intelligentes qui sont voulues comme un équilibre entre sécurité et fluidité des échanges à la frontière.

Bien entendu selon de quel côté du mur nous nous trouvons, celui-ci n'a pas la même signification : « barrière de sécurité » pour Israël, « mur d'annexion » ou « mur d'apartheid » pour les Palestiniens ; « mur de sécurité » au Maroc, « mur de la honte » pour les Sahraouis ; « border fence » aux Etats-Unis, « linea fatale » ou « il muro » pour les Mexicains, etc.

Frontière entre l'Inde et le Bangladesh
http://www.lepoint.fr/actualites-monde/2008-01-18/ces-murs-qui-divisent/924/2/792/4/

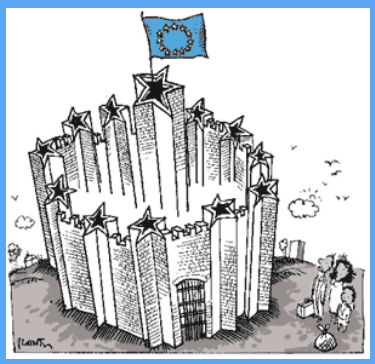
Deux constantes du « mur » :

1. Les barrières mises en place aussi longues et perfectionnées soient elles, ceux qui veulent désespérément les franchir trouvent des moyens pour les contourner.
2. Le mur court toujours le long d'une ligne de déséquilibre, ligne de faille de la globalisation, déséquilibre de richesse, déséquilibre de puissance.

Suppression des frontières et construction européenne

Depuis 60 ans, la coopération entre les Etats européens a permis progressivement de supprimer les barrières entre les Etats membres et de concentrer les contrôles aux limites extérieures de l'espace Schengen.

L'Union européenne a été créée dans le but de mettre fin aux guerres qui ont régulièrement ensanglanté le continent jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. A compter de 1950, la Communauté européenne du charbon et de l'acier unit progressivement les pays européens sur le plan économique et politique afin de garantir une paix durable, la stabilité et la prospérité en Europe. Les six pays fondateurs de cette Communauté sont la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Après plusieurs élargissements et traités, l'Union européenne compte aujourd'hui 27 Etats membres, et aujourd'hui plus personne n'imagine sérieusement qu'un conflit armé puisse, un jour, déchirer à nouveau l'Europe.



Par ailleurs, les frontières à l'intérieur de l'espace Schengen disparaissent. En contrepartie, la fonction de contrôle des frontières a été reportée vers les limites extérieures de cette espace, et plus particulièrement, il revient aux pays placés aux « avant postes » de l'Union de renforcer leur contrôle en particulier vers l'Est, et vers la Méditerranée. L'exemple des deux enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc illustre ce renforcement.

L'Europe devant l'immigration.
[Plantu, Le Monde du 21 juin 2003]

http://ldh-toulon.net/spip.php?article2497

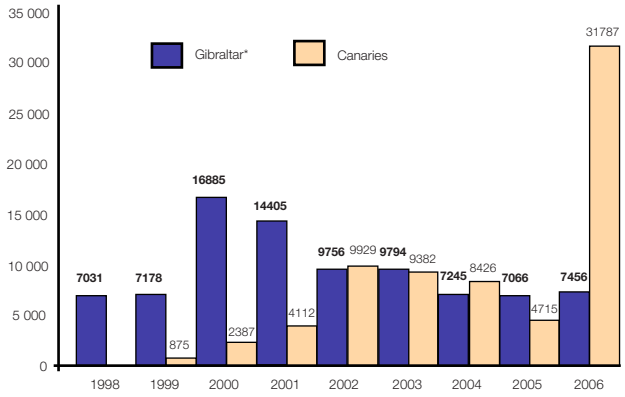
Contournement et séparation

Stratégie de contournement des murs

Confrontés à l'efficacité croissante des dispositifs de dissuasion et de surveillance dans les principales zones de passage des migrants (Ceuta, Melilla, Etats-Unis/Mexique), ces derniers ont cherché des alternatives. Les filières d'immigration clandestine ont alors trouvé des stratégies de contournement, souvent plus risquées, par exemple par l'Atlantique (canal des Canaries) pour un accès à l'Union européenne ou par le désert de l'Arizona pour entrer aux Etats-Unis.

Pour certains migrants, le rêve d'un monde et d'un ailleurs meilleurs l'emporte souvent sur les dangers courus pour franchir ces remparts.

Arrestations totales dans les eaux territoriales espagnoles, toutes nationalités



* Les statistiques de Gibraltar regroupent les arrestations dans les eaux territoriales espagnoles et celles effectuées dans les provinces de Cadix, Malaga, Grenade, Almeria ainsi que les enclaves de Ceuta et Melilla.
Source : ministerio del Interior, Secretaria de estado de immigracion y emigracion et Guardia Civil.
Réalisation: G. Le Boedeg, EchoGéo, n°2, 2007.

Des familles séparées

La construction de murs à l'intérieur d'un pays ou d'une ville entraîne la séparation de milliers de familles. Citons le cas de la zone démilitarisée (DMZ) qui sépare les deux Corées depuis l'armistice de 1953. La frontière située le long du 38ème parallèle marque une rupture pour de nombreux Coréens. En effet, environ dix millions d'individus appartiennent à des familles séparées par la frontière, empêchées depuis plus de cinquante ans de communiquer entre elles.

La DMZ est aussi l'un des endroits où se concentre la plus grande quantité d'armement au monde. Longue de 240 kilomètres, la zone est minée et surveillée jour et nuit, de part et d'autre, par des milliers de soldats.

Les murs dans le monde virtuel

Les applications du Web 2.0 (blogs, sites de socialisation, etc.) donnent aux utilisateurs une sensation de liberté qui permet, à ceux qui y ont accès, de communiquer instantanément avec des internautes dans le monde entier. Pourtant ces services sont plus ou moins surveillés par les Etats. Citons l'exemple récent des manifestations en Iran et l'utilisation de Twitter comme relais pour palier à l'absence de journalistes internationaux.

Le concept de mur est aussi familier dans le monde virtuel. Tous les utilisateurs d'Internet se protègent des virus et autres hackers grâce à des mesures de protection.

Suite au résultat des élections présidentielles en Iran, qui ont vu Mahmoud Ahmadinejad être reconduit, l'opposition a vivement réagi contre les fraudes qui auraient entaché l'élection. Le pouvoir en place a essayé de cacher les manifestations qui ont agité les villes du pays en instaurant un blackout médiatique. Pour le contourner, les opposants ont massivement utilisé les réseaux sociaux pour se faire entendre en dehors de leur frontière.

Walt Handelsman, Newsday

Grâce à Internet, les opposants ont exhorté « les micro-bloggeurs iraniens et du monde entier à soutenir massivement le mouvement, mais en prenant soin de tricher sur l'origine géographique de leurs messages à l'aide de faux proxies, des adresses de serveur fantômes. L'objectif ? Tromper les censeurs qui, selon les rumeurs, quadrillent le réseau pour débusquer les agitateurs dans le pays et bloquer l'accès aux micro-messages de ceux qui les soutiennent depuis l'étranger ».

Source : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/pourquoi-l-iran-ne-parvient-pas-a-censurer-twitter_767954.html

L'association Reporters Sans Frontières (RSF) dénonce la cybercensure dans le monde. RSF établit également une liste des « Ennemis d'Internet » qui comptait 15 pays en 2008 : Arabie Saoudite, Bélarus, Birmanie, Chine, Corée du Nord, Cuba, Egypte, Ethiopie, Iran, Ouzbékistan, Syrie, Tunisie, Turkménistan, Viêt-Nam et Zimbabwe.
A cette liste s'ajoute celle des « pays sous surveillance » qui en recense 11: Barheïn, Emirats Arabes Unis, Erythrée, Gambie, Jordanie, Libye, Malaisie, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande et Yémen. « A la différence des pays de la première liste, ceux-ci n'emprisonnent pas les blogueurs et ne censurent pas massivement Internet, mais dérapent régulièrement. Ces pays ont souvent mis en place le cadre juridique nécessaire pour museler Internet si l'envie leur en prend. » (source : www.rsf.org)

La police de Pékin a lancé un nouveau moyen de lutte contre la dissidence sur Internet. Un couple de cyberpoliciers ressemblant à des personnages de dessins animés apparaît toutes les demi-heures sur les écrans des internautes chinois, ont annoncé des journaux locaux, mercredi 29 août 2008. Les petits personnages, à pied, en moto ou en voiture, sont censés aider à combattre les « activités illégales ».

source : http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/medias/multimedia/20070829.OBS2561/pekin__une_police_virtuellepour_surveiller_internet.html

Un Chinois sur cinq utilise aujourd'hui le réseau Internet. En chiffres, cela signifie 298 millions d'internautes, soit presque la population complète des États-Unis estimée à 306 millions. 117 millions de Chinois ont accès à Internet à partir d'un téléphone cellulaire ou d'un appareil mobile.

Fracture numérique

Tous les habitants de la planète n'ont pas un accès égal à ces technologies de l'information, c'est ce que l'on appelle la fracture numérique.

La fracture numérique désigne l'inégalité existant entre les pays occidentaux et les pays en voie de développement dans l'accès aux technologies de l'information et de la communication (téléphone, ordinateur, réseau Internet,...). Cette inégalité se situe aussi bien dans la disponibilité des infrastructures de télécommunications que dans l'accès des populations à ces infrastructures.

Cette disparité est fortement marquée d'une part entre les pays riches et les pays pauvres, d'autre part entre les zones urbaines denses et les zones rurales. On peut également parler de « fracture horizontale » quand l'inégalité intervient au sein d'un même pays. Par exemple, des différences d'accès peuvent être constatées selon le lieu de vie, urbain ou rural, ou encore entre différentes classes sociales. La fracture numérique résulte des fractures sociales produites par les inégalités sur les plans économique, politique, social, culturel, entre les hommes et les femmes, les générations, les zones géographiques, etc. La fracture numérique concerne les inégalités dans l'usage et l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC).

Faire tomber tous les murs

Après avoir abordé les notions de murs physiques et de murs virtuels, nous allons nous intéresser, dans les pages suivantes, aux autres murs qui sont parfois moins visibles, mais pas moins réels. Nous nous concentrerons sur le rôle de la coopération internationale pour faire tomber ces murs. En introduction, commençons par un extrait du discours de Barack Obama tenu à Berlin en 2008.

" ... The walls between the countries with the most and those with the least cannot stand. The walls between races and tribes; natives and immigrants; Christian and Muslim and Jew cannot stand. These now are the walls we must tear down. "

Source : http://www.artofobama.com/2009/06/09/obama-in-berlin/comment-page-1/

" ... Les murs entre les pays qui ont le plus et ceux qui ont le moins ne peuvent pas durer. Les murs entre les races et les tribus ; entre les autochtones et les immigrés ; entre les chrétiens, les musulmans et les juifs ne peuvent pas durer. Ce sont ces murs qu'il nous faut maintenant faire tomber. "

Berlin. Colonne de la victoire. En juillet 2008, le président américain Barack Obama, alors candidat à la présidentielle, prononça un discours devant 200'000 personnes.

Traduction complète du discours d'Obama à Berlin : http://www.politique-digitale.fr/discours-de-barak-obama-a-berlin-le-24-juillet-2008-traduction-francaise-article00212.html

Construire des ponts

Les Murs ne connaissent pas qu'une réalité physique, il en existe qui sont moins visibles mais qui n'en sont pas moins réels. L'accès à l'éducation, à la santé, à la nourriture ou aux communications, peut être très inégal selon si l'on vit dans un pays riche ou pauvre, ou selon notre niveau de richesse.

Les acteurs de la coopération internationale agissent pour améliorer le quotidien de millions de personnes. Deux exemples :

Organisation Mondiale de la Santé. En 1988, date de la création de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (polio), 350'000 enfants dans le monde étaient paralysés. Après 20 ans d'efforts, en 2007, 1'315 enfants ont eu la polio.

Education pour tous. En 2006, dans le monde, quelque 513 millions d'élèves – soit 58 % de la population d'âge scolaire – étaient scolarisés dans l'enseignement secondaire, soit près de 76 millions de plus qu'en 1999.

Simples inconnus ou récipiendaires du prix Nobel de la paix ou du Prix Sakharov, L'Histoire est marquée par l'initiative d'hommes et de femmes qui ont, par leurs actions et leur persévérance, réussi à construire des ponts.

"Faut-il toujours construire des murs pour rompre les chaînes des solidarités humaines, séparer les hommes d'autres hommes, le bonheur des uns du malheur des autres ? Il est trop tard pour être pessimiste... [...] Je sais qu'un homme, même seul, peut abattre tous les murs."

Extrait du film «Home» de Yann-Arthus Bertrand, diffusé le 5 juin 2009.

Henry Dunant

En 1859, un Genevois, Henry Dunant, se rend à Solferino pour affaires. Horrifié par la mort de milliers de combattants et la souffrance de dizaines de milliers de blessés, il agit immédiatement sur le champ de bataille et organise des secours d'urgence avec l'aide de la population. De retour à Genève, il écrit « Un souvenir de Solferino », publié en 1862. La même année, Henry Dunant, Guillaume-Henry Dufour, Louis Appia, Gustave Moynier et Théodore Maunoir créent le Comité de secours aux militaires blessés qui devient le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) en 1876. Il reçoit en 1901 le premier prix Nobel de la paix.

Nelson Mandela

Né en 1918, Nelson Mandela obtient un diplôme en droit en 1942. En 1944, il adhère au Congrès National Africain (ANC). En 1948, le « Parti national » arrive au pouvoir et introduit l'apartheid. En 1960, l'ANC est interdit et Mandela abandonne alors la stratégie non-violente. Il est condamné en 1964, avec sept autres militants, à la prison à vie pour sabotage, trahison et complot.
Prisonnier politique, il devient le symbole de la lutte contre l'apartheid. En 1990, après 26 ans de prison, le président de Klerk supprime l'interdiction de l'ANC et libère Mandela. Les deux hommes mettent fin à l'apartheid, ce qui leur vaudra de recevoir le prix Nobel de la paix en 1993. Un an plus tard, Nelson Mandela est élu président, siège qu'il occupera de 1994 à 1999.

Wangari Muta Maathai

La biologiste fut la première femme d'Afrique orientale à passer un doctorat. Elle lance un projet de plantation d'arbres rebaptisé « Mouvement Ceinture Verte » (Green Belt Movement, GBM) en 1977. Le GBM a lancé des programmes pour promouvoir et protéger la biodiversité, préserver les sols, créer des emplois, en particulier en zone rurale, valoriser l'image de la femme dans la société et leur permettre d'exercer leurs talents de dirigeantes. Aujourd'hui, le GBM a plus de 3'000 pépinières, qui fournissent du travail à quelque 80'000 personnes, pour la plupart rurales. Elle obtient le prix Nobel de la paix en 2004 « pour sa contribution en faveur du développement durable, de la démocratie et de la paix ».

Le rôle de la coopération internationale

La construction d'un monde meilleur en faisant tomber les murs passe avant tout par la coopération internationale.

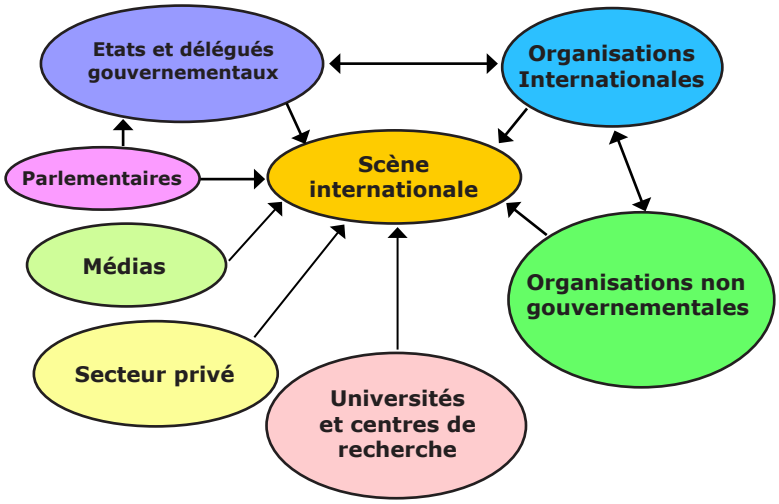
Avec la chute du mur de Berlin et la fin de la Guerre froide, le monde est devenu plus interdépendant que jamais auparavant, avec un système international composé de nombreux acteurs (gouvernements, organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, universités, etc.).

> La coopération internationale est un processus par lequel des acteurs de différents pays oeuvrent ensemble à la réalisation d'un objectif, qui, autrement, ne pourrait être atteint.

Mais comment fonctionne la coopération internationale ?

Que ce soit pour le développement, la lutte contre la pauvreté, la gestion durable des ressources énergétiques, la protection du climat, l'éducation ou la santé, aucun acteur de la scène internationale ne détient à lui seul la clé du problème. Ces grands défis ne peuvent être traités séparément et doivent être pris en compte de façon interdisciplinaire et dans un esprit de coopération. Si l'on examine, par exemple, la question de l'exploitation des enfants, on ne peut la séparer de l'accès à l'éducation, du développement ou encore des droits de l'Homme. Pour trouver des solutions effectives et durables à cette problématique, il faut réunir des organisations de terrain, qui disposent de l'expertise nécessaire, des représentants gouvernementaux, qui peuvent se concerter et adopter des normes internationales contraignantes, … en bref, l'ensemble des acteurs concernés et ayant des connaissances complémentaires (éducation, santé, emploi, etc.). Une fois qu'une politique internationale ou une convention a été adoptée, telle que la Convention des Droits de l'Enfant adoptée par l'ONU ou la Convention contre les pires formes de travail des enfants de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), il faut la mettre en œuvre sur le terrain. Et là encore, la coopération entre les différents acteurs est essentielle. Les autorités doivent intégrer ces nouvelles normes dans leur législation nationale. Les ONG vont contribuer à leur mise en oeuvre par le biais de projets concrets, en informant la population et en informant les organisations internationales de l'évolution sur le terrain. Quant aux organisations internationales, elles doivent veiller à ce que ces normes soient respectées par les Etats. La coopération internationale implique un travail de longue haleine, mais c'est le seul moyen de développer des solutions coordonnées à l'échelle du globe.

Graphique représentant l'ensemble des acteurs de la scène internationale



Selon la définition de l'ONU, la **société civile** comprend l'ensemble des entités légales à caractère national, régional ou international autres que les gouvernements fédéraux et les organisations internationales. D'autres organisations donnent encore une définition opérationnelle qui établit une seconde distinction entre les entités à but lucratif, soit le secteur privé, et les autres. Selon les définitions que l'on choisit, la société civile peut inclure les syndicats, associations, organisations d'employeurs, médias, églises, etc.

On l'a vu, c'est le travail des acteurs de la coopération internationale d'empoigner des problèmes de société très concrets pour s'attacher ensemble à les résoudre.

Les principaux domaines de coopération sont : humanitaire, réfugiés et migrations, droits de l'Homme, paix et désarmement, environnement, santé, travail, économie et commerce, développement, sciences et recherche, population, éducation, culture, télécommunications, etc.

Quelques problématiques :

Entre sous-alimentation et sur-consommation, gérer la crise alimentaire

Réduire les inégalités

Gérer et équilibrer l'accès à l'eau

Mettre fin aux discriminations ethniques, de sexe ou de religion

Garantir l'éducation pour tous

Amener les peuples à cohabiter en paix

Pour traiter ces problématiques, les acteurs de la scène internationale se réunissent régulièrement lors de conférences internationales comme à Copenhague en décembre 2009 pour la conférence sur le climat ou lors de réunions plus régulières comme celle du Conseil des droits de l'Homme qui se réunit plusieurs fois par année à Genève.

Nous allons uniquement nous arrêter sur les engagements pris lors des Objectifs du Millénaire pour le Développement issus de la Déclaration du Millénaire et des conférences internationales thématiques qui se sont déroulées dans les années 1990.

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

En septembre 2000, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté un ensemble d'objectifs visant à améliorer la situation des populations les plus pauvres d'ici à 2015. Si les 8 objectifs sont atteints en 2015, plus de 500 millions d'hommes seront sortis de l'extrême pauvreté, la faim sera épargnée à 250 millions de personnes supplémentaires et la vie de 30 millions d'enfants ainsi que de plus de 2 millions de mères a sauvée.

Voici ces huit objectifs fondamentaux ainsi que les 18 cibles (ou objectifs plus précis) :

OMD 1 - Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim

Cible 1 : Entre 1990 et 2015, réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour.

Cible 2 : Entre 1990 et 2015, réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim.

OMD 2 - Assurer l'éducation primaire pour tous

Cible 3 : D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.

OMD 3 - Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Cible 4 : Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard.

OMD 4 - Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans

Cible 5 : Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans entre 1990 et 2015.

OMD 5 - Améliorer la santé maternelle

Cible 6 : Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle.

OMD 6 - Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

Cible 7 : D'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance.

Cible 8 : D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies, et avoir commencé à inverser la tendance actuelle.

OMD 7 - Assurer un environnement durable

Cible 9 : Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance à la déperdition des ressources environnementales.

Cible 10 : Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau de boisson salubre et à des services d'assainissement de base.

Cible 11 : Réussir, d'ici à 2020, à améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis.

OMD 8 - Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Cible 12 : Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisibles et non discriminatoires.

Cible 13 : S'attaquer aux besoins particuliers des pays les moins avancés.

Cible 14 : Répondre aux besoins particuliers des Etats enclavés et des petits Etats insulaires en développement.

Cible 15 : Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement par des mesures d'ordre national et international propres à rendre leur endettement viable à long terme.

Cible16 : En coopération avec les pays en développement, créer des emplois décents et productifs pour les jeunes.

Cible 17: En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement.

Cible 18 : En coopération avec le secteur privé, mettre les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, à la portée de tous.

A l'heure actuelle, la communauté internationale est consciente du risque élevé que les Objectifs du Millénaire pour le Développement ne soient pas atteints d'ici à 2015, notamment en Afrique. Le rapport annuel relatif aux OMD de 2006 montre par exemple qu'en Afrique subsaharienne, la proportion des personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour n'est passée que de 44,6 % en 1990 à 40 % en 2002. De même, le pourcentage de personnes souffrant de la faim en Afrique subsaharienne n'a diminué que de deux points entre 1990 et 2002, passant de 33 % à 31 %. Toutefois, les résultats sont encourageants en matière d'éducation et de santé.

En Suisse, la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) déploie des activités d'aide humanitaire et de coopération au développement à plus long terme dans des pays du Sud et de l'Est, son objectif étant de lutter contre la pauvreté. A cette fin, la DDC collabore tant directement avec les pays concernés qu'avec des organisations internationales et l'ONU.

La place de la Genève internationale

Les acteurs de la coopération internationale se réunissent au quatre coins du monde. Toutefois, Genève occupe depuis longtemps une place privilégiée. Petit retour en arrière.

Carrefour naturel entre le Nord et le Sud de l'Europe, entre l'Est et l'Ouest, Genève fut de tout temps un lieu d'échanges entre les hommes et leurs idées. La Réforme lui a conféré un rayonnement international et a forgé sa tradition humanitaire de cité-refuge, permettant aux philosophes, écrivains, scientifiques et autres intellectuels de tous horizons de s'y abriter et de s'y côtoyer au fil des siècles.
Ainsi, est-ce naturellement que nos précurseurs - sous l'enseigne de Jean-Jacques de Sellon, Henry Dunant et Gustave Moynier - y ont ébauché les fondements de la coopération internationale. Un destin scandé d'actes de volonté pour construire un monde meilleur. Arbitrage de l'Alabama, création de la Croix Rouge, siège de la Société des Nations et du Bureau International du Travail, Genève a grandi et évolué avec sa composante internationale. Elle est le fruit de cette histoire.

Genève abrite aujourd'hui la plupart des organisations internationales : Organisation des Nations Unies, Organisation Mondiale de la Santé, du Commerce, de la Propriété Intellectuelle ou encore de la Météorologie, Union Internationale des Télécommunications, CERN, Conférence du Désarmement, etc. Elle réunit également plus de 200 représentations diplomatiques et plus d'un millier d'organisations non gouvernementales. Elle est un lieu de rencontre et de dialogue où les Etats apprennent à coopérer et à résoudre ensemble les défis de l'humanité. Ainsi, en 2007, Genève a accueilli 4'536 réunions internationales et 199'551 délégués. Le secteur international assure près d'un emploi sur 10 et plus de 5,3 milliards de dépenses directes dans l'économie locale.

> Genève est le carrefour de la diplomatie internationale et le plus grand centre de conférences du monde.

C'est aussi au coeur de la Genève internationale que nous voyons l'évolution des relations entre les pays. Bloqué par la confrontation Est-Ouest durant la Guerre froide, on assiste à présent à un changement dans les rapports de force entre les Etats. Le Conseil des droits de l'Homme qui siège à Genève en est le reflet. « Le Conseil est l'un des organes qui reflète le mieux les tensions internationales d'un monde qui change et les antagonismes entre blocs, notamment entre les pays du sud, dont le poids est croissant, et ceux du nord », commente Dante Martinelli, ambassadeur de la Suisse auprès des Nations Unies.

Références sur Internet

Textes sur la notion de « mur »

Frontières, murs, barrières ou clôtures ? Analyse de cas particuliers

➔ http://www.tacite.ch/doc/Histoire%20%28site%29/Ressources/Exercices/20e%20siecle%20II/Ex19Mursdu20esiecle.pdf

Texte sur les smart borders

➔ http://www.conflits.org/index1005.html

Ces murs qui divisent

➔ http://www.lepoint.fr/actualites-monde/2008-01-10/ces-mursqui-divisent/924/0/218060

Reportages audios : Ces murs qui partagent les territoires et les esprits

➔ http://www.rfi.fr/actufr/articles/056/article_30189.asp

Le Dessous des Cartes : Nouveaux Murs

➔ http://www.arte.tv/fr/Comprendre-le-monde/le-dessous-des-cartes/392,CmC=1959850,view=introduction.html

La frontière, discontinuités et dynamiques

➔ http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/etpays/Medit/MeditDoc.htm

➔ http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/typespace/frontier/FrontVoc.htm

docu-fiction : suppression des frontières

➔ http://www.cndp.fr/tice/teledoc/mire/teledoc_planetesansfrontieres.pdf

Les 20 ans de la chute du mur de Berlin

Différents liens relatifs au mur de Berlin

➔ http://sites.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/dossiers/2009/mur-de-berlin/liens.php

Il y a 20 ans, le mur de Berlin tombait (textes et vidéos)

➔ http://www.radio-canada.ca/emissions/attendez_qu_on_se_souvienne/2009/chronique.asp?idChronique=83359

1989/2009 Expérience de la réunification

➔ http://www.goethe.de/ges/pok/dos/dos/mau/erf/fr4234146.htm

Rideau de béton - vie et mort du Mur de Berlin

➔ http://www.memorial-caen.fr/10EVENT/berlin.htm

Migrations et frontières

GEOPOLITIS : Thème de la migration (informations et vidéos sur les visages de la migration)

➔ http://www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=327200&sid=9841645#home

13h15 le samedi : Les migrants qui tentent de rejoindre l'Angleterre depuis Calais

➔ http://blog.france2.fr/13h15-petits-rapporteurs/index.php/2009/03/02/108505-la-jungle-du-nord-london-calling

Carte de l'Espace Schengen

➔ http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/07._carte_espace_schengen_document_no7_.pdf

Les thèmes de la coopération internationale

Le site du programme pédagogique « à la découverte de la coopération internationale » met à votre disposition des dossiers thématiques sur les différents domaines de la coopération internationale, des fiches sur les métiers de la Genève internationale et différentes ressources sur Internet.

➔ http://www.genevedecouverte.ch/

Le portail genevainternational.org propose une série de liens utiles sur les organisations internationales et non-gouvernementales dans les domaines tels que : Droits de l'Homme, Environnement, Développement, Paix, Humanitaire, Commerce, Nations Unies, Travail, Réfugiés, Télécommunications, Santé, etc.

➔ http://www.genevainternational.org/

Liens dans le système des Nations Unies

Système des Nations Unies

➔ http://www.un.org/

Le cyberschoolbus : projet global d'enseignement et d'apprentissage

➔ http://cyberschoolbus.un.org/french/index.asp

Programme des Nations Unies pour le Développement

➔ http://www.undp.org/french/

Suivi de l'évolution des Objectifs du Millénaire pour le Développement et exemples d'initiative

➔ http://www.mdgmonitor.org/

Les différentes campagnes du Programme des Nations Unies pour l'Environnement

➔ http://www.unep.org/french/

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

➔ http://www.fao.org/index_fr.htm

Liens dans l'administration fédérale et à Genève

Page du DFAE consacrée aux Organisations internationales

➔ http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/intorg.html/

La Direction du Développement et de la Coopération (DDC)

➔ http://www.ddc.admin.ch/

Service du Protocole de l'Etat de Genève

➔ http://www.ge.ch/protocole/

La Ville de Genève et la Genève internationale

➔ http://ville-ge.ch/fr/decouvrir/monde/index.htm/